

Article écrit par Barbara ROMERO le 15 avril 2018

Voitures électriques : les Français disent oui, mais...

L'achat d'un véhicule électrique séduit près d'un Français sur deux. Mais il reste des freins : l'autonomie, l'accessibilité aux bornes, le temps de charge et le prix !

Toutes les études françaises ou européennes réalisées sur le marché des voitures électriques sont formelles : sans soutien ambitieux, le marché ne pourra se développer.

Et encore moins atteindre l'objectif du plan climat 2040 de ne plus vendre aucun véhicule thermique. De plus en plus, les Français sont pourtant séduits par l'idée d'acquérir un véhicule plus respectueux de l'environnement.

Selon un sondage réalisé en novembre dernier par l'institut Harris Interactive pour le magazine Auto Moto, 48 % des sondés envisageaient le tout électrique [dans le cadre d'un futur achat](#), devant la motorisation diesel qui fait de moins en moins rêver (45 %). Mais c'est l'hybride qui prend la tête des suffrages avec 72 % des intentions d'achat, juste devant l'essence (71 %). Ce qui reste révélateur dans ce sondage, c'est que les intentions d'achat sont à moyen terme, à l'horizon 2025, car de nombreux points freinent encore les automobilistes : l'autonomie (pour 95 % des sondés), l'accessibilité aux bornes de recharge (94 %) et le temps de charge (93 %). Enfin, le prix reste le facteur le plus important (58 %) au moment de l'achat.

Début d'année morose

"Selon cette étude, la voiture électrique idéale pour les Français devrait en effet coûter 14 000 €, être dotée d'une autonomie de 587 km et pouvoir se recharger en trois heures. Des performances qui se rapprochent plus d'une Tesla Model S que des petites citadines électriques d'entrée de gamme à 15 000 €", remarque l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique (Avere-France). Et l'association de rebondir : *"Ce sondage souligne la nécessité de renforcer la pédagogie autour des nouvelles motorisations et des véritables besoins de mobilité, tout en maintenant impérativement les aides à l'achat afin que le boom du marché du véhicule électrique rencontre son public."*

Les premiers signaux de ce début d'année sont plutôt moroses. Après une année 2017 record, la vente des véhicules électriques a très mal démarré en 2018, en recul de 8,8 % par rapport à février dernier. Une baisse néanmoins à relativiser avec les très bons scores des segments utilitaires et hybrides rechargeables qui enregistrent respectivement + 62,85 % et + 138,51 % par rapport à février 2017. La nouvelle donne des aides gouvernementales ne semble pas étrangère à ce début d'année difficile alors que 2018 s'annonçait prometteuse avec l'arrivée de nouveaux modèles électriques sur le marché. "Le budget est conséquent et peut varier brutalement en fonction des politiques d'incitations fiscales qui évoluent chaque année notamment dans le cadre de la loi des finances. C'est un aléa qui freine les ménages car il entrave leurs prévisions de budget", appuie Céline Genzwurker-Kastner, directrice juridique et des politiques publiques de l'Automobile Club.

De fait, le gouvernement a supprimé le bonus écologique pour les hybrides rechargeables et réduit la prime à la conversion des véhicules 100 % électrique de 4 000 € à 2 500 €, qui ne s'applique qu'en cas de destruction d'un véhicule ancien datant de... 1997 et 2001 contre 2006 en 2017 !

Or, l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA) a aussi démontré en fin d'année deux composantes majeures à l'électrification du marché européen : le PIB par habitant et les mesures incitatives mises en place par les gouvernements. Selon ces données, la France est encore dans le "Top 3" des pays européens avec 1,4 % du parc automobile en électrique, à égalité avec le Royaume-Uni. Bon dernier, la Grèce, avec 0,04 % du parc, logiquement due à la crise qu'elle traverse. À l'inverse, mais hors Union européenne, la Norvège compte une part de 29 % de véhicules électriques... Avec un PIB par habitant de 64 000 €... "La part de marché des véhicules électrique n'est significative que dans les pays qui offrent des 'bonus' importants", conclut l'ACEA... En attendant des avancées techniques majeures.

Manque de recul

L'Observatoire de l'industrie électrique révélait en novembre les trois grands défis de la mobilité électrique : l'évolution des batteries, le déploiement des infrastructures de recharge et l'apparition de la conduite autonome. Tout en restant optimiste :

"Les dernières avancées technologiques sur l'autonomie - qui focalise la plupart des efforts de R&D - laissent présager un 'avenir prometteur'. Tesla atteint les 600 km d'autonomie, la Renault Zoé double la sienne (de 200 à 400 km) et les récents travaux du Fraunhofer Institute sont encourageants. Les chercheurs de cet établissement allemand, spécialisé dans la recherche en sciences appliquées, ont en effet repensé la façon dont les cellules de la batterie sont structurées entre elles. Ce nouveau design permettrait d'atteindre une autonomie de 1 000 km d'ici 2020."

Reste néanmoins d'autres freins à l'achat. "Nous avons très peu de recul sur le remplacement des pièces d'usure. Par ailleurs, le prix de revient au kilomètre est instable car le véhicule électrique avec une autonomie limitée doit s'amortir sur un kilométrage plus faible. Enfin, dernières préoccupations : la valeur de reprise qui est difficilement estimable et la question de la fiscalité. Les usagers de la route payent 35 milliards d'euros de taxes sur les carburants. Rien ne dit que demain l'électricité ne sera pas elle aussi surtaxée et ne subira pas le même délire fiscal que l'essence ou le diesel", rappelle Céline Genzwurker- Kastner, avant de conclure : "L'électrique est encore un marché très isolé, bien loin des ambitions affichées. Il n'a même pas encore fait son nid qu'il pourrait déjà être pris de vitesse par rapport à d'autres motorisations comme l'hybride ou l'hydrogène."

Un marché qui peine à trouver sa place...

Pour aller plus loin

- www.averre-france.org